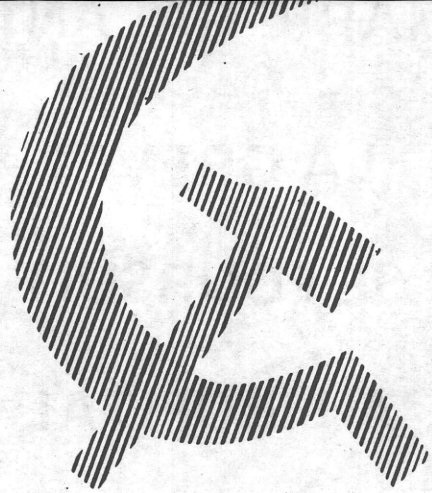




COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 28 JANVIER 1984

N° 238

PRIX : Antilles : 2 F
France : 3 F

Editorial

ETRE SOLIDAIRES ENVERS LES EMPRISONNES, C'EST L'INTERET DES TRAVAILLEURS.

Plusieurs d'entre les militants soupçonnés d'appartenir à l'ARC ont été présentés au juge d'instruction le vendredi 20 janvier.

Sur ces arrestations, sur les inculpations, et les jugements qui pourraient suivre les organisations anti-colonialistes, ouvrières, révolutionnaires et tous ceux qui dénoncent la fiction juridique de la prétendue «départementalisation» doivent prendre une position claire. Et c'est aussi l'intérêt des travailleurs de comprendre ce problème, et de prendre une position juste.

Pour notre part, quelles que soient les preuves que l'administration coloniale aurait contre les emprisonnés, d'un prétendu complot contre la sûreté de l'Etat ou de participation à des attentats, nous pensons que tous ils se réclament d'un combat qui est légitime étant donné la situation coloniale des prétendus «départements-d'Outre Mer».

C'est la présence coloniale française qui est une aberration pour les peuples de la Caraïbe et un archaïsme. C'est le XIXe siècle qui continue ! Les «maîtres blancs» règnent, jugent dans les îles où la population noire n'a qu'à obéir et courber l'échine.

Dans une telle colonie, il est inévitable que certains se dressent contre ceux qui dirigent. Et bien que nous ne partagions ni tous leurs objectifs politiques, ni leurs méthodes et bien que nous mettions en lumière les traits négatifs et même nécessaires à combattre de leur politique nous estimons que ce n'est pas aux juges coloniaux de les juger.

Nous pensons que les pauvres, les travailleurs, la population laborieuse, doivent être solidaires de ces jeunes nationalistes emprisonnés, quels que soient les soupçons qui pèsent sur eux.

Cela c'est notre affaire. C'est à nous, fils et filles du peuple guadeloupéen, à dire ce que nous pensons des gestes, des actes de ceux qui les font en notre nom.

Mais ce n'est absolument pas à des juges qui font partie de l'administration coloniale de les juger.

Ces juges ne peuvent être ni objectifs, ni impartiaux, comment le seraient-ils alors qu'aucun de ceux-tous des Blancs comme ces juges, comme leur préfet et leurs CRS - qui ont assassiné des fils de notre peuple n'ont jamais été jugés !

Au point que la rumeur a couru, jamais démentie, qu'un Blanc assassin d'un jeune Noir à Petit-Bourg aurait purement et simplement bénéficié d'un non-lieu !

Il n'y aurait pas eu de jugement !

Les travailleurs, les pauvres, savent ce qu'est le poids du colonialisme, car pour eux, c'est celui tout net de l'exploitation. De même, le racisme et le mépris des patrons blancs et de leurs sous-fifres, ils le connaissent aussi. Jusqu'à aujourd'hui, et bien que cela ait beaucoup changé avec la lutte des travailleurs, on entend encore dans les plantations des insultes racistes directes envers les travailleurs.

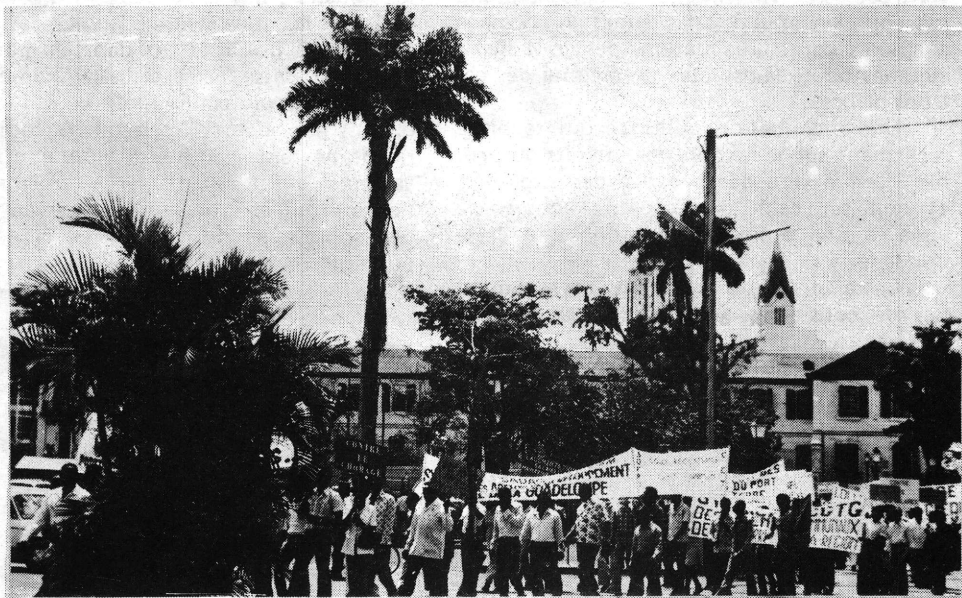
Le poids de l'exploitation et de la situation coloniale, c'est aussi pour les travailleurs d'être des instruments qu'on utilise et rejette à volonté dans les champs, les chantiers, les grands magasins appartenant tous à une poignée de Blancs descendants.

Suite page 2

GUADELOUPE : GREVE A LA SOFROI :

LES AFFAIRES DES PATRONS MARCHENT :

LES TRAVAILLEURS VEULENT DES AUGMENTATIONS.



Les portes de la SOFROI-Multicash, entreprise de vente en gros et semi-gros située à l'entrée des Abymes, sont fermées depuis le vendredi 20 janvier. Cette entreprise est dirigée par la famille Despointes. Le père est gérant de la chaîne Multi-Cash région Guadeloupe-Martinique, et le fils Jean est directeur à Pointe-à-Pitre. Elle emploie 110 personnes.

Les travailleurs ont entamé une grève pour exiger une augmentation de leur salaire pour l'année 1984.

Ils réclament 16 % d'augmentation ou 800 F pour tous.

En effet, la société a tourné à plein rendement tout au long de l'année 1983. La direction elle-même a annoncé un chiffre d'affaire de 19 milliards d'AF soit 4 milliards de plus que ses propres prévisions pour l'année 1983.

Pour les travailleurs, il n'y a pas de miracles. Les bonnes affaires de la SOFROI, elles ont été faites grâce à eux. Durant toute l'année, ils n'ont pas arrêté de charger, décharger, contrôler des marchandises. Les conditions de travail étaient devenues de plus en plus dures. Despointes ne leur laissait pas une minute de répit, excité et joyeux qu'il était de voir les clients affluer chaque jour en si grand nombre.

Une fois les comptes faits, il en est autrement.

Une partie très faible du personnel est payée : les 9 cadres ont d'ores et déjà touché 30 000 F de prime de fin d'année, en plus de multiples avantages qu'ils ont tout au long de l'année.

Mais pour l'ensemble des travailleurs, Des-

pointes n'affiche que mépris et se réfugie derrière la politique de rigueur du gouvernement pour proposer un maximum de 8 % d'augmentation pour l'année.

Les travailleurs de la SOFROI ne l'entendent pas de cette oreille.

Lorsque les affaires ne marchent pas les patrons emploient toutes sortes de ruses pour leur faire comprendre qu'il leur faut accepter des restrictions (blocage des salaires, licenciements, augmentations des cadences) alors que eux, gardent leur haut niveau de vie.

Aujourd'hui, les affaires marchent bien à la Sofroi, et il faudrait que par avance, les travailleurs acceptent de se serrer la ceinture. «Ça, non !» disent-ils.

Ainsi depuis vendredi 20, ils ont arrêté le travail.

Il se regroupent durant la journée devant l'entreprise et, chaque jour, déterminent ensemble la suite à donner à leur mouvement.

Le patron est venu déjà à trois reprises, mais à chaque fois, il est resté sur sa position. A tel point que de nombreux travailleurs voulaient que les délégués écourtent les négociations avec ce directeur méprisant.

C'est ainsi que mardi 24 au matin, ne voyant pas leurs délégués sortir de la salle de réunion, un bon groupe de travailleurs a été les chercher. Despointes qui avait tendance à dire aux délégués qu'ils faisaient pression sur leurs camarades, était plutôt mal à l'aise.

Jusqu'à présent, la majorité des travailleurs de la SOFROI sont décidés à arracher leurs revendications et ne veulent pas laisser Despointes les mener en bateau. Avec ces premières journées de grève, ils le lui ont déjà fait savoir, et ce n'est pas rien.

MARTINIQUE :

MANIFESTATION DE SOUTIEN A MARC PULVAR.

C'est environ 2000 personnes qui ont manifesté le jeudi dans les rues de Fort-de-France pour exiger la libération de Marc Pulvar, le dirigeant de la CSTM et du MIM. La manifestation avait été appelée par la CSTM, l'UGTM, et la CDMT. Mais d'autres organisations y avaient appelé ou avaient soutenu la manifestation, comme la section de Fort-de-France du PCM, la CGTM-santé, des enseignants et des élèves de Trinité et de l'AMEP (Association Martiniquaise d'Education Populaire). En tout à la manifestation, une forte

majorité d'enseignants et d'élèves avec la présence de quelques camionneurs au volant de leur outil de travail, des ouvriers agricoles à l'appel de l'UTAM.

Soit en chantant ou en criant des slogans, la manifestation a d'abord longuement stationné autour de la préfecture où une délégation fut reçue par le secrétaire général de la Préfecture pour s'entendre dire qu'il ne pouvait rien faire pour que Pulvar soit libéré : cela dépend de la justice !

Après cela les manifestants se rendirent

devant la prison où il y eut de nombreuses prises de parole en soutien à Pulvar. Vers 14 heures, les manifestants qui restaient se sont rendus à la Maison des syndicats pour tenir une Assemblée Générale.

Il faut cependant signaler l'attitude des nationalistes qui empêchèrent les lycéens de l'AMEP de dérouler leur banderole, ainsi que les militants du GRS d'ailleurs. Une telle attitude sectaire et antidémocratique ne peut que rendre plus difficile le combat anticolonialiste.

GUADELOUPE :

UN ENGIN EXPLOSIF DECOUVERT

DANS LE VOISINAGE DU CENTRE DES PTT.

Un engin explosif composé semble-t-il d'explosifs et d'un mécanisme électrique de mise à feu a été découvert le vendredi 20 janvier vers 14 heures, boulevard Félix Eboué.

L'engin avait été placé sous la voiture d'un cadre blanc travaillant aux PTT au centre de télécommunications qui se trouve derrière "l'immeuble des fonctionnaires".

La voiture se trouvait à proximité de la station des transports en commun ou dans un parking voisin ? Nous ne saurions le dire. Toujours est-il que cet engin découvert entre 13 H30 et 14 heures était parait-il programmé pour midi et n'aurait pas explosé comme prévu :

Il est évidemment difficile de savoir l'exacte vérité, étant donné que ni les services de déminage, ni les rédactions de France Antilles et des radios ne sont réellement objectives quand ils s'agit du domaine politique guadeloupéen.

En tout cas, l'émotion et la désapprobation soulevées parmi les travailleurs sont réelles et se comprennent aisément.

Ceux qui ont placé un tel engin de 2 ou 3 kg donc important, même si on fait la part d'exagération des services de déminage ou de France Antilles - ont pris le risque de blesser ou tuer des passants ou des travailleurs des PTT. Ils ont fait prendre un risque important à d'autres qu'eux mêmes au nom de la légitimité d'une cause qui les autoriserait à de tels actes ! De quelle cause s'agit-il ? On ne le sait pas puisque l'attentat n'a pas été revendiqué.

Mais quels qu'en soient les auteurs, ils se trompent lourdement s'ils croient rallier à eux les travailleurs et l'opinion publique en organisant des actions de cette sorte.

D'abord, leur signification la plus évidente, c'est le mépris des auteurs de l'attentat en question vis-à-vis de l'opinion des travailleurs qui travaillent au centre de PTT mais aussi pour ceux qui vivent dans le quartier.

Une telle politique d'attentats aveugles ne peut, si elle se développait, que créer des effets de terreur et non d'adhésion. La volonté de ne pas prendre en considération les risques encourus par la population apparaitrait alors comme une volonté de mettre au pas et d'entraîner de force dans la direction choisie par les auteurs de tels attentats. Ce qui serait bien évidemment inadmissible.

Ensuite, l'effet secondaire, mais important, serait de détourner un grand nombre de gens de la cause que ces terroristes prétendraient défendre et même de pousser certains dans une voie où ils pourraient même voir leurs sentiments utilisés par les ennemis des travailleurs, à des fins réactionnaires.

Il existe effectivement chez certaines personnes en Guadeloupe et en Martinique, la volonté de s'engager dans une lutte plus dure contre l'administration coloniale. Cette volonté est diffuse dans une minorité de la population. Cette minorité est composée de gens de tous milieux : des petits bourgeois aisés qui trouvent que les événements ne vont pas assez vite, que le "peuple ne prend pas conscience" etc... des jeunes en chômage exaspérés par leur situation, des travailleurs victimes de certains actes de racisme des patrons blancs...

Une organisation politique qui se place réellement sur le terrain des intérêts du peuple, c'est à dire des pauvres, des exploités, et non sur celui de la petite bourgeoisie aisée, a une politique à proposer à cette minorité.

Cette politique ce n'est certainement pas de considérer avec mépris la majorité des travailleurs et de la population.

Parce que proposer comme moyen de lutte, d'agir sans contrôle de cette majorité, sans liaison avec elle et contre ses sentiments, c'est la mépriser.

Le sens d'une telle attitude est politiquement clair, cela veut dire qu'on se moque éperdument de ce que les travailleurs et la majorité du peuple veulent, et qu'on est prêt à lui imposer les vues d'une organisation politico-militaire demain.

Cela aboutit forcément demain à un autre pouvoir de dictature qui parlera et décidera "au nom du peuple".

C'est ce pouvoir qui protégera le niveau de vie des avocats, médecins, commerçants, aisés etc... et autres membres de la moyenne et petite bourgeoisie aisée et cultivée, et cela contre les travailleurs et par la force si nécessaire.

C'est l'exemple que nous montrent tous les pays sous-développés, y compris ceux qui sont dits "progressistes" ou "socialistes".

Nous publions ci-joint la position que nous avons prise après la découverte de l'engin des PTT. Nous n'avons pas plus de précisions sur les origines de l'attentat. Mais le problème reste le même quels qu'en soient les auteurs : il y a des actions qui sont rejetées par les travailleurs, dans ce cas comme dans le cas des attentats dans les grands magasins de Basse Terre et Jarry, comme dans celui de la préfecture... Ceux qui ne voudraient pas en tirer les leçons ou qui refuseraient de tenir compte de l'opinion des travailleurs montreraient par là même qu'ils ne pourront être demain que des adversaires des oppresseurs des travailleurs et de la population.

VOIR ARTICLE PAGE 3

MARIE-GALANTE

LA GREVE

SE POURSUIT

A L'HOPITAL

SAINTE MARIE.

Depuis le 12 janvier, le personnel de l'hôpital Sainte-Marie, à Marie-Galante est en grève pour exiger le paiement des salaires. Les auxiliaires n'ont pas été payés depuis trois mois et les titulaires depuis deux mois. Plusieurs rencontres avec les responsables de la DDASS n'ont rien donné. Le conseil général s'est engagé à débloquent des fonds au niveau d'une caisse départementale pour permettre de payer les salaires, mais les grévistes ont décidé de poursuivre leur mouvement jusqu'à ce que cet argent leur soit effectivement versé.

Cette aide ne résout pas d'ailleurs le problème de la survie de l'hôpital et aucune garantie n'a été donnée par les pouvoirs publics sur ce problème. Le personnel de Sainte-Marie a des raisons de s'inquiéter sur la fermeture de l'hôpital.

Quand il n'y a pas d'argent pour payer ceux qui travaillent et que cela dure plus de trois mois on est en droit de penser qu'il n'y en aura pas non plus pour faire fonctionner les services de l'hôpital.

Les services publics : hôpitaux, transport PTT enseignement sont touchés de plus en plus par la politique d'austérité du gouvernement. Ce sont les travailleurs qui en majorité s'adressent à ces services et les gouvernants leur demandent de faire des sacrifices : accepter les soins médicaux au rabais, accepter que leurs enfants reçoivent un enseignement dans les pires conditions comme au CES de Trois-Rivières.

SOLIDARITE

AVEC LES

EMPRISONNES

DE

GUADELOUPE

COMMUNIQUE

Le groupe des parents et amis des emprisonnés fait appel à la solidarité du peuple guadeloupéen, afin d'exiger la garantie des droits de ceux de ses enfants qui sont emprisonnés aujourd'hui après avoir été les victimes de procédures arbitraires qui sont contraires même à l'esprit du droit français.

No compte BFC No 61129 Guadeloupe.

Immeuble Capitaine Cavay Grand Camp.

Groupes parents et amis

Adresse des emprisonnés :

Laila Cassubie

Max Safrano

Simone Faisans-Renac

Charles Renac

André Aquaba

Christian Champare :

Maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre.

Raymond Gopy

Humbert Marboeuf

Jacques Griselin

Maison d'arrêt de Basse-Terre

Henri Pératout

Marie-Line Peter

Joël Nankin

Maison Centrale 118 rue Victor Sévère, 97200

Fort-de-France.

SUITE DE L'EDITORIAL

d'esclavagistes et à quelques sociétés métropolitaines en mal de quelques profits supplémentaires.

Aujourd'hui, nous le voyons bien, où l'on parle de licenciements dans le secteur qu'on disait en pointe, la prétendue «industrie» locale !

Les mêmes patrons qui paient des nervis contre les grévistes à Fort-de-France, possèdent presque toutes les entreprises à Pointe-à-Pitre. Et l'administration qui jette en prison en Martinique un syndicaliste, Pulvar, qui est du côté des grévistes, jette aussi en prison une quinzaine de militants qui ont osé affirmer leur opposition à sa mainmise coloniale sur la Guadeloupe.

Alors, pour les travailleurs, le camp à choisir est clair, en dépit des tergiversations et de la confusion entretenue là-dessus par les partis de gauche et par le silence observé par les organisations syndicales, c'est celui des gens qui ont été arrêtés par l'administration coloniale.

En Guadeloupe, le PCG ne cesse de semer la confusion sur le problème de la solidarité envers les emprisonnés, au lieu de chercher à convaincre justement la population et les travailleurs qu'ils n'ont aucun intérêt à laisser les mains libres à l'administration coloniale lorsqu'elle réprime des membres de la petite-bourgeoisie. Car c'est laisser demain la possibilité à d'autres de mobiliser cette petite-bourgeoisie contre les travailleurs.

Car une position comme celle des partis de gauche et en particulier le PCG ne peut que susciter l'hostilité de certaines couches anti-colonialistes de la petite bourgeoisie.

Encore une fois, soutenir, être solidaire

re envers les victimes des menées coloniales de l'administration cela ne signifie en aucune façon entériner ni les idées, ni les méthodes (supposées ou présumées) des emprisonnés.

Mais laisser à l'administration les coudees franches pour réprimer, inculquer, juger, c'est renforcer l'adversaire des travailleurs.

Et les mêmes organisations qui font cela sont aussi celles qui soutiennent un gouvernement qui non seulement a un comportement colonial, mais encore soutient les patrons par sa politique anti-ouvrière.

Lorsque par exemple le gouvernement prétend imposer aux collectivités locales les déficits de Beauport, de la SOSUMAG, de la SAFER, des SICA, de la SODEG etc... en plus de ce qui est déjà payé par-ci par là pour la sécurité sociale... ou par la «solidarité» et pour autre chose, on voit bien que ce gouvernement est contre les travailleurs.

Et c'est lui, ce gouvernement qui veut réprimer qui le dit à l'avance, que les partis communistes soutiennent ouvertement ou de façon indirecte.

Alors aujourd'hui, l'administration s'attaque à des militants anti-colonialistes qui ne représentent pas les intérêts et les aspirations des travailleurs, et qui ne le prétendent d'ailleurs pas.

Mais la laisser faire, c'est aussi la laisser se mettre en meilleure position pour s'attaquer demain directement aux travailleurs.

La solidarité que les travailleurs doivent porter à ces jeunes et anti-colonialistes emprisonnés, c'est aussi une façon de les entraîner demain dans le camp des travailleurs.

EXTRAITS DE PLANTATIONS EN LUTTE.

DANS LES BANANERAIES.

CHOMAGE

PARTIEL :

LES PATRONS

NOUS MENTENT.

Comme cela se produit plusieurs fois par an et pour diverses raisons : mévente, sécheresse, cyclones etc... depuis novembre, c'est la basse saison. Cette fois c'est la mévente. Le scénario est toujours le même. Certains patrons pleurent famine, déclarent perdre de l'argent et nous invitent à pleurer avec eux sur leur sort... et ne nous donnent que 2 à 3 jours de travail par semaine. C'est le cas ces jours-ci chez Butte! à Blondinière, chez le Métayer à Moreau, chez Thionville aux Mineurs.

C'est un fait la banane se vend mal ces jours-ci. Mais cela est valable pour tous. Et comment se fait-il alors que sur bien des plantations, le nombre de journées de travail accordées est de 5 et des fois 6 jours. C'est le cas chez Dormoy à Bois Debout, chez Dufflo à Moravie, chez Cabre à Dumanoir et chez bien d'autres encore.

C'est que les patrons qui ne donnent que 2 à 3 jours de travail par semaine nous mentent. Ces exploiters reçoivent très souvent des subventions après les périodes de difficultés. Mais à ce moment nous ne le savons jamais et ne recevons rien. Nous ne devons pas nous laisser attendrir par leurs larmes de crocodile. Nous devons réagir, comme nos camarades de chez Cabre à Dumanoir. Cabre ne donnait que 2 à 3 jours de travail. Il a suffi que les camarades se réunissent, discutent et décident de parler très fermement à la direction. Et aujourd'hui, ils ont un plus grand nombre de journées de travail. C'est la seule solution. Celle de la lutte.

SOPICO DES MENACES DE LICENCIEMENTS.

59 ouvriers de SOPICO sont menacés de licenciement. Et comme justification à cela le patron évoque des difficultés économiques, mais les travailleurs de l'entreprise ne l'entendent pas de cette oreille. Ils s'opposent à ces licenciements. Dès qu'ils ont été au courant des intentions du patron ils ont entamé une grève. Pendant une semaine l'ensemble du personnel a fait grève. Il y eut plusieurs rencontres avec la direction qui n'ont rien donné. Aux dernières nouvelles c'est jeudi 26 janvier qu'ils auront les résultats définitifs des négociations.

Après la semaine de mobilisation ils ont suspendu provisoirement leur mouvement en attendant jeudi.

TROIS RIVIERES : MECONTENTEMENT DES ELEVES ET PROFESSEURS.

Les élèves et les professeurs du collège de Trois-Rivières se sont mis en grève pour protester contre le manque d'enseignants dans le collège : en particulier, de nombreuses classes ne peuvent pas suivre de cours d'EPS. Dans cet établissement, non seulement il manque des professeurs, mais le service de cantine n'est pas assuré. Le prétexte invoqué par l'administration est que seulement 15 % des élèves utiliseraient le service de cantine s'il existait. Alors ils ne le font pas fonctionner du tout. Que mangent les 15 % d'élèves, comment se débrouillent-ils à midi, peu leur importe.

Elèves, parents d'élèves et professeurs en ont assez de cette situation et ils l'ont manifesté par leur présence devant les portes du collège le lundi 20 janvier.

Mais le collège de Trois-Rivières est loin d'être un cas isolé. Tous les services publics, hôpitaux, écoles et autres sont les premières victimes des restrictions budgétaires de l'Etat.

Dans les hôpitaux, le personnel est en nombre insuffisant, la qualité des soins, de la nourriture, de l'hygiène en pâtit. Ce personnel doit parfois attendre, comme c'est le cas à Marie Galante, trois mois pour toucher son salaire. A l'hôpital de Pointe-à-Pitre, le personnel a fréquemment aussi des retards importants de paiement.

Dans les écoles, comme on le voit à Trois Rivières, l'administration économise sur le nombre d'enseignants et sur la cantine. Le matériel scolaire est le plus souvent très insuffi-

sant, et les locaux se dégradent sans être rénovés.

Et ceci parce que en période de crise économique, le gouvernement cherche à faire des économies.

Il procède donc à des restrictions budgétaires, qui touchent en premier lieu les services publics qui sont utilisés par les travailleurs tels les hôpitaux et les collèges d'enseignements publics...

Quand aux couches les plus riches de la population, elles n'en subissent pas les conséquences, puisqu'elles peuvent utiliser d'autres moyens que ces services. Elles fréquentent bien davantage les cliniques et écoles privées qui ignorent le manque de personnel et le défaut d'équipement.

MARTINIQUE

GERMAIN MADKAUD (MADELEC) : UN EXPLOITEUR MEPRISANT.

L'entreprise Germain Madkaud, comme la GETELEC ou SAUNIER-DUVAL est une entreprise d'électricité en gros, spécialisée notamment dans l'installation et la grosse maintenance du réseau EDF. Elle est donc fortement dépendante de cette dernière pour les travaux à effectuer.

Dans ce secteur, la concurrence est féroce entre capitalistes pour se partager un gâteau juteux, mais qui a tendance à être moins fourni que par le passé. En effet, avec la crise, et l'endettement très lourd qui pèse sur EDF, celle-ci demande aux entreprises, sous-traitantes comme MADELEC de réduire ses prix.

Cette réduction est vue comme une nécessité par EDF qui est l'entreprise française la plus endettée à l'étranger. En effet, sous Giscard, l'EDF, dans la politique de "tout nucléaire" qui était définie à ce moment, a emprunté des milliards et des milliards pour s'équiper en centrales électro-

nucléaires chez Framatome (propriété du baron Empain-Schneider). Aujourd'hui il faut rembourser les dollars empruntés à un tarif double par rapport à l'époque ou les prêts avaient été sollicités.

C'est dans cette politique générale qu'EDF a demandé aux sous-traitants de réduire leurs prix. Ceux-ci ont répondu à cette demande en planifiant les licenciements, comme à Getelec.

Germain Madkaud, lui, a écrit à la direction d'EDF pour dénoncer un marché qui le liait pour 3 ans à EDF. Mais dans sa lettre, Madkaud montre son mépris pour les travailleurs. Expliquant pourquoi les travaux sont chers en Martinique, Madkaud montre sa morgue envers ceux sur la sueur desquels il a bâti sa fortune : Il décrit comme suit la :

1) "Structure d'origine locale des Entreprises" Monteurs d'origine paysanne sans

qualification, niveau intellectuel très bas, d'où difficulté de formation à cause de l'analphabétisation du plus grand nombre".

"Equipes plus étoffées en personnel nécessitant un encadrement plus important par suite du manque de qualification".

Ah, si chaque ouvrier pouvait faire le travail de 2, 3 ou 4, les profits de monsieur Madkaud seraient multipliés.

"Personnel syndiqué considérant comme avantages acquis le temps de la préparation et du transport aller-retour sur le chantier".

"Absentéisme important du fait que la majorité des ouvriers s'occupent habituellement d'activités parallèles".

Ah les cumulards, plusieurs emplois en même temps. C'est un scandale ! Comment ne sont-ils pas devenus en quelques années des richards, on se le demande !

2) "Contraintes sociales spécifiques à notre région. La grille des salaires des ouvriers locaux est plus élevée de 27 % par rapport à l'île de France..." Pauvre MADKAUD !

"Les syndicats locaux ont l'ambition d'atteindre globalement pour les ouvriers une majoration de vie chère de 40 % identique à celle des fonctionnaires..."

Quels ingrats ! jamais satisfaits. Ils veulent vraiment mettre le bon Madkaud sur la paille, avec ces demandes exorbitantes.

Et après tout cela Monsieur Madkaud prévoit donc des mises en chômage technique et des licenciements.

Les "analphabètes" et autres ouvriers "de niveau intellectuel très bas" ont compris quand même qu'on s'attaquait à leur gagne-pain et déjà ils se mobilisent pour mettre un frein aux agissements d'un exploitateur féroce et méprisant.

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISES. ATTENTAT AU PARKING DES PTT CEUX QUI FONT COURIR DE TELS RISQUES AUX TRAVAILLEURS LES MEPRISENT

. Le 21.01.84.

Une «bombe» de forte puissance aurait été découverte dans le parking du centre de PTT situé au pied du morne de l'Ecole Normale. La nouvelle a été répandue par RFO et RCI ainsi que par le bulletin de 6h30 de France Inter.

Cette «bombe» aurait été placée dit-on sous la voiture d'un cadre blanc des PTT. Un système composé de 2 kg de tétragène relié à un système à retardement était d'après les informations officielles programmé pour exploser à midi.

Vrai ou faux ? Il sera difficile de vérifier l'exactitude de tous ces faits.

Mais quoi qu'il en soit, il reste que des gens, quels qu'ils soient, ont programmé un attentat dans un lieu où circulent et travaillent des employés et ouvriers des PTT, mais aussi ceux du quartier.

Quelles que soient les raisons de cet attentat manqué, il ne peut que provoquer notre indignation et notre désapprobation sans réserve.

Et cela quels qu'en soient les auteurs, l'attentat n'ayant pas encore été revendiqué

Un tel attentat peut aussi bien être l'acte de provocateurs que de terroristes qui veulent la «libération du peuple» ! De la part de provocateurs, le but visé serait d'attirer la répression sur ceux qui luttent contre l'exploitation et l'oppression. Venant de terroristes, un tel attentat aurait pour but de lutter contre le colonialisme.

Mais si des gens qui prétendent «lutter pour la libération du peuple» se moquent complètement de notre vie et de nos sentiments, cela veut dire que l'avenir qu'ils nous préparent est à l'image de leur comportement d'aujourd'hui.

Cela veut dire que dans le régime qu'ils envisagent, ils continueront à faire aussi bon marché de notre vie et de nos opinions.

Que les petits bourgeois aisés se sentent opprimés par le colonialisme, qu'ils se sentent bafoués dans leur dignité, nous le comprenons aisément.

Qu'ils estiment nécessaire pour eux de se battre contre ce pouvoir colonial, c'est aussi compréhensible, mais qu'ils estiment que ce qu'il y a à faire, c'est placer des bombes qui menacent nos vies, qu'ils persistent dans la voie d'un terrorisme aveugle qui, un jour ou l'autre, fera des victimes dans la population et ce, au mépris des sentiments de cette po-

pulation, c'est inadmissible.

Nous, travailleurs, savons ce qu'est l'oppression et l'exploitation, et nous sommes bien placés pour cela. Car notre vie est faite de misère, de chômage imposés par la force de l'appareil juridique et répressif du colonialisme, au service des patrons.

Et les injustices, les humiliations que nous subissons sont infiniment plus graves que celles dont pourraient souffrir des petits-bourgeois, cadres d'administration, architectes ou avocats ayant pignon sur rue !.

Les gens de la petite-bourgeoisie anti-colonialistes n'ont pas les mêmes problèmes que nous. Ils vivent infiniment mieux que nous. Ils n'ont pas de problèmes de fin de mois ! Et c'est bien pourquoi leur vision de l'avenir ne peut être la même que la nôtre. Lorsqu'ils veulent nous obliger à prendre conscience par les «bombes», les attentats, y compris ceux qui risquent de tuer certains d'entre nous c'est qu'ils s'apprêtent à nous imposer demain de rester à notre place : celle d'exploités encore plus pauvres qu'aujourd'hui !.

Evidemment, cet attentat raté devant un centre de PTT de Pointe-à-Pitre, tout comme celui de la préfecture permettront, parce qu'ils menaçaient de tuer, que des gens de la droite,

et ceux de l'administration coloniale s'indignent et versent des larmes hypocrites sur la tranquillité qui laisse la place à la violence.

Nous ne devons pas nous confondre dans notre désapprobation et dans notre condamnation des attentats avec ces gens-là.

La même administration coloniale n'a-t-elle pas le sang des travailleurs sur les mains (en 1952 et 1967 notamment). Et les mêmes qui protestent et pourchassent les terroristes discuteront demain avec les dirigeants de la petite-bourgeoisie et même les aideront à nous tenir en respect nous les pauvres si nous avons à nous battre contre eux !

Mais nous n'avons cependant aucun intérêt à rester neutres quand cette même administration s'en prend aux anti-colonialistes en arrêtant et en emprisonnant des militants du MPGI ou en fermant leur radio. Ce n'est ni aux terroristes, ni aux gens de droite, ni à l'administration coloniale à parler en notre nom. Nous ne voulons ni être «libérés» par les uns, ni être «protégés» par les autres.

Mais c'est à nous de dire ce que nous voulons et c'est de nous que dépend le choix des moyens et des façons de nous battre.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

ECHOS DE JARRY.

JOURNEE D'ACTION DU 17 JANVIER

Le mardi 17 bon nombre d'entre nous n'avons pu nous rendre au travail parce qu'il y avait un barrage formé par des militants de certaines organisations qui protestent contre l'emprisonnement des militants du MPGI et contre la fermeture de Radio Unité.

Bien sûr, ceux qui ont organisé le barrage ne nous ont pas demandé notre avis.

Pour la plupart, nous ne savions pas exactement pourquoi ce barrage avait été monté. Mais malgré cela, beaucoup de travailleurs ont accepté de se laisser «empêcher» d'aller au travail.

Si ce n'était pas toujours pour défendre consciemment les emprisonnés politiques, c'était au moins une façon de feinter les patrons et de ne pas aller se faire exploiter ce jour-là.

Après tout, nous la répression, nous la subissons tous les jours, la répression des patrons blancs, leurs vexations et cela pendant des années.

SUCRERIES EN LUTTE

GROSSE-MONTAGNE : QUE LA DIRECTION NE SE CONSIDERE PAS QUITTE AVEC LA PRIME DE FIN D'ANNEE !

La Direction a voulu renvoyer à une autre date le paiement de la prime de fin d'année qu'elle a augmentée jusqu'à 2000 F après notre mobilisation du mois dernier. Nous avons refusé d'attendre encore car nous avions accepté déjà le délai jusqu'au 16 janvier.

Elle a voulu nous faire croire qu'il n'y a pas d'argent et que si elle nous versait la prime elle aurait des difficultés à nous payer les prochains salaires. C'était soit la prime soit les salaires. Nous avons exigé tout de suite la prime et dès vendredi celle-ci nous a été versée.

Cette prime c'est le minimum que nous avons obtenu quand on considère que nos salaires augmentent peu au cours de l'année. Qu'il y ait des difficultés financières ou pas, nous n'accepterons pas de continuer à travailler avec un salaire qui ne nous permet pas de supporter le coût actuel de la vie.

QUI A FAIM A LAISSE EXPLOSER SA COLERE.



Si l'armée de Hassa: le sanguinaire ne suffit pas, celle de Reagan viendra à la rescousse. Elle n'est pas loin: au Liban !

Après la Tunisie c'est au Maroc que viennent d'éclater de grandes émeutes populaires dans tout le pays.

C'est comme en Tunisie le renchérissement du coût de la vie qui a causé l'explosion. Les émeutes ont commencé à Marrakech. Les lycéens ont manifesté contre l'augmentation des droits d'inscription au Baccalauréat et, elles ont gagné peu à peu toutes les grandes villes du pays. Au nord, à Nador, Tétouan notamment, la tension est montée pas seulement à cause de la cherté de la vie mais aussi en raison de l'institution d'une «taxe de sortie du Maroc» de 500 dirhams (1 dirham : 1 Fr) pour combattre la contrebande avec les villes espagnoles de cette région, contrebande dont vit une grande partie de la population. Puis ce furent les quartiers populaires de Casablanca qui furent touchés.

Partout on vit des lycéens d'abord, puis la population, s'opposer aux forçats de l'ordre. Dans certaines villes il y eut des scènes de pillage de magasins. Les militaires ont riposté avec une violence inouïe, tirant à vue sur les

manifestants et fusillant la foule du haut des hélicoptères dans certains cas. Quant aux arrestations, elles ne se comptent plus. Des militants islamistes, des militants d'extrême gauche mais aussi beaucoup de lycéens ont été arrêtés, ainsi que des Travailleurs.

Les dernières manifestations ont eu lieu dans le sud peuplé par les Sahraouis, notamment dans les deux petites villes de Tarfaya et Tiznit.

Le bilan provisoire des victimes des tueries de l'armée marocaine s'élève déjà à plusieurs centaines de morts.

Mais si, dès le 9 janvier dernier, ce sont les lycéens de Marrakech qui ont été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres, il faut savoir que les raisons qui ont poussé la population à se révolter ainsi sont plus vastes. Tout comme en Tunisie c'est la situation économique dans

laquelle se trouve le pays qui plonge la majorité de la population dans une misère extrême.

Et tout d'abord il y a la dette énorme que l'état marocain a contracté avec les pays qui financent le FMI, le fonds monétaire international. Cette dette s'élève à 11 milliards de dollars. Pour être remboursé, le FMI impose à ces pays des conditions draconiennes et notamment il impose la suppression des subventions que l'état accordait à la production de produits de première nécessité comme le pain par exemple. Il y a eu aussi avec l'augmentation du dollar l'augmentation de l'essence qui s'est produite début janvier. La bouteille de butane a augmenté de 5 dirhams (5 frs) et a frappé très durement les familles les plus pauvres.

Il faut ajouter à cela les méfaits de la sécheresse qui a duré quatre ans et qui a contraint l'état à importer de plus en plus de produits agricoles de la communauté économique européenne avec de plus en plus de contraintes du FMI.

Le roi Hassan II avait annoncé que les familles les plus pauvres seraient épargnées par les hausses, mais la réalité fut toute autre quand ces mêmes familles ont constaté à Marrakech une augmentation de 20 % sur leur facture d'électricité. Et il faut savoir qu'une famille pauvre au Maroc ne gagne dans les campagnes que 560 dirhams et dans les villes environ 900 dirhams... cela donne une idée de la misère qu'elles vivent quotidiennement. Sur une population totale de 25 millions d'habitants 9 millions cinq cent mille vivent avec un

revenu de 3,50 frs par jour.

Par contre, l'état dépense près de 10 millions de frs par jour pour financer la guerre du Sahara occidental où les Sahraouis réclament l'indépendance de leur région.

Alors bien sûr, tout comme en Tunisie les dirigeants ont cherché les causes des émeutes dans la présence d'agitateurs islamistes à la solde de Khomeiny ou dans des actions fomentées par un mouvement dit «marxiste léniniste», «l'Illal-Ammam» ou encore chez les «sionistes». Mais s'il est vrai qu'il existe sûrement des mouvements intégristes religieux qui ont utilisé parfois le mécontentement populaire pour présenter leurs revendications politiques, ce ne sont pas ces mouvements qui ont déterminé directement des milliers et des milliers de gens à descendre dans les rues et à laisser exploser leur colère.

C'est la faim, le désarroi les difficultés pour vivre, tout simplement qui ont été les causes principales des émeutes de Tunisie et du Maroc. La situation que connaissent ces pays se retrouve dans de nombreux autres. En Amérique latine, au Brésil notamment, c'est le cas. Ces pays pillés par l'impérialisme sont devenus d'éternels débiteurs des pays capitalistes, où les firmes multinationales les étranglent littéralement. Les capitalistes de ces firmes sont en train de faire crever de faim des millions de gens pour faire fructifier leurs profits. Et même lorsque ces pays sont fournisseurs de matières premières pourtant essentielles à l'économie et la production capitalistes, ce ne sont jamais eux qui s'enrichissent mais les grosses sociétés impérialistes, américaines, anglaises, françaises. Ainsi le Maroc, pourtant premier producteur mondial de phosphate devient plus pauvre chaque année.

La crise économique, la montée du dollar le désordre monétaire ont fait chuter les cours du phosphate.

Il en est ainsi dans tous les pays sous développés, où l'on a développé une ou deux productions d'exportation.

Dans les mois et les années qui viennent il faut donc s'attendre non seulement dans les pays du Maghreb mais dans de nombreux autres pays sous développés à des émeutes populaires comme celles qui viennent d'avoir lieu en Tunisie et Maroc. Les masses populaires exsangues feront encore exploser leur colère.

CAMPAGNE SUCRIERE : AIDES DU GOUVERNEMENT
OU COUTEAU SUR LA GORGE DES PAUVRES ?

Quelques jours avant l'ouverture de la récolte sucrière, les assemblées locales en sont encore à chercher des sous pour répondre aux nouvelles exigences du gouvernement.

Les nombreux déplacements de uns et des autres, président du conseil régional, délégations de la fédération socialiste ou du parti communiste, n'ont rien changé aux positions gouvernementales.

Les promesses de «soutien pendant une période transitoire de la situation financière des sociétés sucrières pour éviter leur fermeture», pour vagues qu'elles étaient au moment où elles étaient formulées, sont aujourd'hui chèrement monnayées par le gouvernement.

A une dernière question écrite du député communiste Moutoussamy interpellant le premier ministre sur les intentions du gouvernement concernant la fermeture de l'usine Beauport, la réponse du gouvernement fut claire.

D'un côté, Mauroy déclarait : «le gouvernement a décidé de faciliter le maintien en activité de Beauport» (on remarquera toutes les marges et les latitudes qu'il se laisse en employant l'expression «faciliter le maintien en activité...»). Mais le plus éloquent vient derrière.

Mauroy poursuit : «cette décision se traduira par un effort financier très important de l'état. Si (souligné par nous) les collectivités locales confirment officiellement les propositions formulées aux membres de la mission interministérielle récemment envoyée en Guadeloupe»...

En langage non diplomatique, cette réponse peut se traduire dans les termes suivants :

nous, gouvernement, acceptons de donner une aide à la condition expresse que les élus, conseillers régionaux et généraux fassent des ponctions importantes sur les maigres budgets dont ils disposent, pour participer à part égale à l'effort.

Et de quel effort s'agit-il ? Le déficit prévisionnel de l'usine Beauport n'est plus seul en cause. On se souvient que le gouvernement, à la fin du mois de décembre avait opéré une brutale volte-face. Il avait demandé aux assemblées locales que soient pris en compte dans les calculs non seulement les déficits prévisionnels de l'ensemble des usines à sucre pour l'année 83-84, mais en plus les déficits des deux dernières années tant au niveau de l'industrie sucrière que concernant les opérations foncières menées par l'état par l'intermédiaire de la SA-FER et des SICA.

Dans cette réponse de Mauroy le gouvernement français montre qu'il n'entend pas revenir sur ces décisions.

Il maintient une forme d'aide, mais il faut que les représentants locaux acceptent de pressurer plus fortement la population.

En effet sur quelles entrées supplémentaires, les collectivités locales, département et communes, pourraient elles compter pour financer leur part dans ce gouffre ?

Il n'y a pas deux solutions.

Soit elles donnent un coup de frein brutal aux activités sociales dont elles ont la charge habituellement et qui fonctionnent déjà avec très grande difficulté (aménagement et entretien des chemins vicinaux, fonctionnement des cantines, entretien de la voirie, etc...)

Soit elles augmentent de façon brutale les impôts locaux. Les chiffres d'augmentation avancés à ce sujet seraient de 32 %.

Dans les deux cas, les payants seront les plus pauvres, les travailleurs, toutes les petites gens qui ont régulièrement besoin des services communaux.

C'est bien cela que veut le gouvernement français qui applique «sereinement» la loi capitaliste.

Les affaires ne marchent pas assez pour les capitalistes, il faut serrer la vis. Il faut que les pauvres acceptent de vivre moins bien, de diminuer sur le si peu qu'ils avaient acquis.

Les gouvernants veulent associer les pauvres au paiement de la dette, alors que les capitalistes usiniers, eux, ont pu retirer leurs billes du secteur canne, avec l'aide officielle de l'état, et en empochant des super-profits.

Dans cette affaire du subvention de l'industrie sucrière, l'attitude du gouvernement français est bien proche de celle des organismes financiers internationaux tels que le FMI dans leur politique de prêts aux pays sous développés.

Ils prêtent pour que les affaires capitalistes puissent continuer à se faire. Mais en retour comme les temps sont durs, ils exercent des pressions vives sur les dirigeants des pays pauvres pour qu'ils fassent accepter à leurs populations plus de restrictions et de misère afin d'ajuster les budgets et de les limiter petit à petit au strict minimum pour les populations.

AVIONS JAGUAR
DE PASSAGE EN
GUADELOUPE :
UNE MENACE
A PEINE VOILEE

Mardi 24 janvier, lors du «Guadeloupe Panorama», émission télévisée d'actualités régionales, il nous a été donné de voir les avions bombardiers «Jaguar», dernier fleuron de l'industrie de guerre française. De retour du Canada et des Etats-Unis, les pilotes de guerre de l'armée de l'air n'ont pas résisté à la tentation de faire un petit tour dans les «îles françaises d'Amérique» que sont la Guadeloupe et la Martinique. L'un des commandants n'a pas été avare d'explications sur les performances de ces engins de mort : possibilité de ravitaillement en vol, vitesse, altitude et surtout autonomie de vol. Après avoir énuméré toutes les performances des appareils, il a surtout insisté sur le fait que ces avions pouvaient franchir sans problèmes les 7000 kilomètres qui séparent les Antilles, la Guyane, de la France. Comme quoi, en cas de troubles, «Tenez-vous bien, Antillais, Guyanais, nous avons ce qu'il faut pour vous calmer en autonomie de vol». La démonstration en a déjà été faite au Liban «On bombarde sans bavure et on rejoint, illico, notre base».

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

Poste Restante Paris 113

Place de l'Hôtel de Ville

75004 PARIS

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728